



HAL
open science

L'Amérique latine de 1810 à 2010, les chemins escarpés de l'émancipation

Charles Lancha

► **To cite this version:**

Charles Lancha. L'Amérique latine de 1810 à 2010, les chemins escarpés de l'émancipation. 2011. halshs-01964569

HAL Id: halshs-01964569

<https://shs.hal.science/halshs-01964569>

Preprint submitted on 22 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'Amérique latine contemporaine (1810-2010)

Les chemins escarpés de l'émancipation

L'Amérique hispanique célèbre cette année le bicentenaire du soulèvement généralisé de ses peuples en faveur de l'indépendance. En 1810, effectivement, tirant parti des difficultés de l'Espagne envahie par Napoléon, les colonies espagnoles du Nouveau Monde se dressent contre le colonialisme qu'elles subissaient depuis trois siècles. Cette commémoration invite à s'interroger sur la nature des combats de 1810 et leur issue et, plus largement, sur les luttes conduites depuis en AL au cours des deux derniers siècles, au nom de l'indépendance nationale et de l'émancipation sociale. Un processus long et complexe qui, en 1810, concerne une population de près de 20 millions d'habitants -15 millions d'hispanophones et 4 millions de lusophones au Brésil- alors qu'aujourd'hui l'Amérique ibérique rassemble une population de plus de 500 millions d'habitants. Un changement d'échelle considérable du point de vue démographique mais la matrice politique et sociale de l'époque coloniale exerce toujours son empreinte.

En guise de préambule, quelques considérations sur la situation de la région au début du XIXe siècle. La population hispano-américaine se répartit alors en 7 millions d'indiens, 4,5 millions de métis, 3 millions de créoles –descendants d'Espagnols-, 600000 noirs et mulâtres et 150000 Espagnols. Le Brésil pour sa part compte en 1818 une population de près de 4 millions d'habitants : 27,3% de blancs, 6,5% d'indigènes, 50% de noirs et mulâtres et 15,4% de métis.

Ces chiffres traduisent une donnée majeure, fondamentale, de la réalité ibéro-américaine : l'existence, hier comme aujourd'hui, d'une société multiraciale, métisse. A l'époque, les créoles, détenteurs des principales sources de la richesse –la terre ou les mines- constituaient la classe privilégiée. Dans toute l'AL prédominait le système de la grande propriété. Les indiens subissaient depuis la conquête l'exploitation des créoles. Dans les grands domaines et dans les mines ils étaient pratiquement réduits en esclavage. Les métis étaient également l'objet de discriminations. Quant aux noirs, la majeure partie d'entre eux, aussi bien dans l'Amérique hispanique qu'au Brésil, connaissaient la servitude. Les péninsulaires, quoique extrêmement minoritaires, en tant que dépositaires de l'autorité royale, confisquaient le pouvoir politique au bénéfice des intérêts de la couronne d'Espagne. Leur statut privilégié indignait les créoles qui nourrissaient un sentiment de haine à leur égard. Les créoles, pour leur part, inspièrent une même haine aux classes populaires exploitées, les indiens et les noirs.

C'est dans ce contexte sociopolitique que se sont déroulées les guerres d'indépendance, de 1810 à 1824, conduites par les créoles. Quatorze années de luttes acharnées ont été nécessaires pour venir à bout du pacte colonial espagnol et asseoir la liberté dans le Nouveau Monde. Deux raisons expliquent pour une large part la difficulté des indépendantistes à assurer leur succès : tout d'abord la volonté farouche de l'Espagne, aussi bien libérale qu'absolutiste, de conserver à tout prix son empire d'Amérique. Ensuite, pendant de longues années, l'impossibilité pour les créoles de mobiliser à leurs côtés les indiens et les noirs. Au Venezuela par exemple il faudra tout le génie de Bolivar, le Libertador par excellence et le

symbole de l'unionisme latino-américain, pour surmonter cet obstacle majeur, rassembler les masses populaires et parvenir ainsi à la victoire définitive sur les royalistes.

Une victoire, une liberté chèrement acquises : au prix de pertes humaines et matérielles considérables, notamment au Venezuela et au Mexique. C'est seulement au milieu du XIXe siècle que l'activité économique retrouve des résultats comparables à ce qu'ils étaient avant l'affrontement avec l'Espagne.

Le Brésil a eu l'avantage d'accéder pacifiquement à l'indépendance en 1822 avec à sa tête Dom Pedro, le fils cadet de Joân VI de Portugal. En revanche, Cuba et Porto Rico restent alors dans le giron de l'Espagne, source d'immenses profits pour la métropole, jusqu'à la fin du siècle.

Dans toute l'Amérique hispanique l'indépendance se concrétise essentiellement au plan politique et institutionnel. Des régimes républicains sont instaurés dotés de constitutions qui proclament l'égalité de tous les citoyens devant la loi ainsi que les libertés fondamentales. En fait, les créoles et plus particulièrement les grands propriétaires terriens s'adjugent le pouvoir politique pour sauvegarder leurs privilèges. Les hommes de couleur sont toujours relégués à un statut social inférieur que ce soit au Mexique ou dans les Andes où les indiens connaissent toujours une servitude de fait dans les haciendas ou dans leurs communautés ancestrales que le libéralisme tente de démanteler afin d'imposer la propriété individuelle. Leur marginalisation se perpétue.

Les créoles ne se posent pas la question de l'intégration des aborigènes, de la constitution d'une nation. Le problème qu'ils affrontent c'est celui de la formation d'un Etat appelé à consolider leurs intérêts. Au Pérou par exemple, il faudra attendre la défaite militaire face au Chili en 1879-1883, un véritable désastre national, pour que quelques intellectuels, en particulier Manuel Gonzalez Prada, prennent conscience de la nécessité pour le Pérou, s'il veut devenir une nation, d'intégrer l'immense majorité de la population, les indiens, et donc d'en finir avec un régime agraire semi-féodal qui faisait d'eux de véritables serfs. C'est surtout le grand marxiste péruvien José Carlos Mariategui qui, vingt ans plus tard, dans son livre magistral *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne* (1928), place l'indien au centre même de la problématique péruvienne.

Les noirs, par ailleurs, ne sont affranchis que progressivement au cours de la première moitié du XIXe siècle. L'esclavage ne sera aboli au Brésil qu'en 1888. Henri Favre a pu écrire à juste titre : « **l'ethnicité ne s'est pas dissoute dans la citoyenneté ... la société demeure divisée par des clivages ethniques et raciaux comme aux temps coloniaux et, en conséquence, la nation reste à construire** ».

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, l'Europe en pleine expansion industrielle peut intensifier ses échanges et on assiste à une véritable colonisation financière du continent par le capital financier anglais et, à un degré moindre, français. L'impérialisme britannique exerce une emprise croissante sur toute la région engagée ainsi dans la voie de la dépendance. A partir de 1870 surtout elle se trouve assujettie à un nouvel ordre, le pacte néocolonial.

Le pacte néocolonial assure une division internationale du travail. L'Amérique ibérique fournit à l'Europe des matières premières, des produits miniers et des denrées alimentaires à bas prix. L'Europe, de son côté, approvisionne les pays au sud du Rio Bravo en articles manufacturés diversifiés, en biens d'équipement, machines, combustibles. On assiste à un essor prodigieux du commerce interocéanique. L'AL lie alors son destin à celui de l'Europe. Chaque crise en Angleterre ou en France s'y répercute : les méfaits de la dépendance apparaissent alors brutalement. Il s'agit par ailleurs d'un échange inégal bien défini par Pierre Chaunu dans le cas mexicain au temps du dictateur Porfirio Diaz : « **s'ouvre pour le Mexique un demi-siècle de prospérité économique (1877-1912) ou plus exactement de pillage : les richesses naturelles du pays sont la proie des capitalistes américains et anglais surtout ; les concessions qu'on leur accorde sont de véritables spoliations** ».

L'emprise de l'étranger comporte une dimension économique mais aussi politique. Les sympathies et donc l'appui du capital étranger vont aux gouvernements forts capables de garantir la sécurité des profits. L'impérialisme britannique scelle dans la plupart des pays une alliance étroite avec les oligarchies au pouvoir. Les principales victimes de l'ordre néocolonial, les masses populaires –paysans surtout mais aussi le prolétariat minier- soumises à une exploitation renforcée doivent affronter des régimes répressifs impitoyables.

Cette symbiose du conservatisme latino-américain et de l'impérialisme apparaît en pleine lumière lors de la guerre du Mexique (1862-1866). En 1861, à l'issue de plusieurs années d'affrontements armés entre les libéraux et les conservateurs où les libéraux l'emportèrent, le pays était ruiné. L'Angleterre, l'Espagne et la France n'en exigèrent pas moins du Mexique le remboursement immédiat de sa dette. Des troupes de la coalition occupèrent en décembre 1862 Vera Cruz. Anglais et Espagnols acceptèrent de souscrire un accord avec le président Benito Juárez. En revanche, Napoléon III, abusé par une cohorte de conservateurs mexicains, procéda à l'occupation militaire de tout le pays afin d'imposer sur le trône du Mexique l'archiduc Maximilien de Habsbourg. Le peuple mexicain se dresse contre l'envahisseur, sévèrement défait. En mars 1867, le corps expéditionnaire français est complètement rapatrié. Maximilien est fusillé le 19 juin 1867 à Querétaro. Après cinq années de guerre entre une coalition des traditionalistes mexicains et une puissance européenne, le libéralisme aztèque s'identifie à la cause de l'indépendance nationale.

Ce conflit reflète l'agressivité du capital étranger qui, en maintes occasions, recourt à la violence pour dicter sa loi au Nouveau Monde : ce sont d'abord les attaques anglaises contre l'Argentine en 1806-1807, puis les blocus répétés de Buenos Aires, le bombardement de San Juan de Ulua par une flottille française, la sanglante guerre du Mexique, l'incursion espagnole en 1866-1867 contre le Chili et le Pérou, les assauts contre le Venezuela en 1902.

L'Europe n'est pas la seule à vouloir mettre sous tutelle l'AL. Les prétentions hégémoniques des Etats-Unis vis-à-vis de leurs voisins du sud s'affirment dès 1823 par la voix du Président Monroe. Cette doctrine Monroe qui considère les deux hémisphères comme la chasse gardée des USA s'incarne très vite brutalement. En 1846, après avoir annexé le Texas, les Etats-Unis entrent en conflit de propos délibéré avec le Mexique. En raison de leur supériorité militaire, ils s'imposent aux Mexicains en dépit d'une résistance farouche de ces derniers. Le 2 février 1848 aux termes du traité léonin de Guadalupe Hidalgo, le Mexique doit céder aux Etats-Unis le Texas, l'Arizona, l'Utah, le Colorado, la Californie, le Nouveau Mexique, soit la moitié de son territoire.

A l'orée du XXe siècle, deux événements majeurs illustrent les tendances fondamentales du processus historique en gestation : d'une part, la guerre hispano-américaine de 1895-1898 et, d'autre part, la révolution mexicaine de 1910. La guerre hispano-américaine qui s'achève par l'indépendance de Cuba sous tutelle yankee manifeste l'émergence du leadership étatsunien en AL. La révolution mexicaine exprime la volonté de transformation sociale et politique des masses populaires exploitées, opprimées et leur capacité de victoire par la violence en dernier recours. Pendant un demi-siècle, le Mexique de Pancho Villa et d'Emiliano Zapata va servir d'exemple à suivre pour les révolutionnaires latino-américains. Ensuite, au lendemain du triomphe de la révolution cubaine en janvier 1959, c'est la guérilla castriste et guevariste qui s'érige en modèle, en particulier pendant les années 1960-1970. L'épopée du Che en Bolivie est emblématique de l'élan révolutionnaire de cette période. Sa fin tragique en 1967 traduit les limites de cette forme de lutte marquée par de nombreux échecs : des Montoneros en Argentine, des Tupamaros en Uruguay, de l'Action de Libération Nationale de Carlos Marighela au Brésil en 1969, du Sentier Lumineux maoïste péruvien dans les années 1980-1990. La guérilla est toutefois couronnée de succès au Nicaragua où les sandinistes abattent la dictature de Somoza soutenue par les Américains (1979).

Deuxième tendance fondamentale : l'hégémonie des Etats-Unis. Durant tout le XXe siècle, le destin de l'AL est déterminé par les visées impérialistes de Washington. De 1898 à 1914, l'Oncle Sam s'implante économiquement et politiquement en Amérique centrale et dans les Caraïbes, son arrière-cour. Les républiques centre-américaines deviennent des républiques bananières où le capital yankee impose sa loi. Le « I took Panama » de Théodore Roosevelt, en 1902, découvre sans ambages la volonté de domination des Etats-Unis qui donne lieu à de multiples interventions militaires en République Dominicaine, à Cuba, au Nicaragua, au Mexique, en Haïti. Dans chaque cas, il s'agit de préserver par la force le respect des intérêts des entreprises américaines et de manifester aux Européens la suprématie des USA dans le Nouveau Monde, leur chasse gardée. La deuxième étape hégémonique se situe entre 1914 et 1929. Une avancée significative se produit dans les pays hispano-américains du Pacifique : Equateur, Pérou, Chili. Les investissements américains se concentrent surtout dans les industries extractives.

L'hégémonie étatsunienne a signifié le plus souvent pour l'Amérique latine non seulement la spoliation mais aussi l'atteinte aux libertés. Comme l'affirme Claude Julien : « En règle générale, les Etats-Unis n'ont pas eu à se plaindre des dictatures de Stroessner au Paraguay, de Somoza au Nicaragua, de Pérez Jimenez au Venezuela, de Trujillo à Saint Domingue, de Batista à Cuba, d'Odria au Pérou, de Rojas Pinilla en Colombie, etc. ».

La grande dépression accorde un répit à l'Amérique latine. Empêtrés dans leurs propres difficultés, les Nord-Américains prêtent une moindre attention au monde ibérique. Franklin Roosevelt pratique une politique de « bon voisinage » (1933-1945). La Région, confrontée à la crise mondiale de 1929, se replie sur elle-même et plusieurs pays se dotent de régimes nationalistes et populistes animés par des figures charismatiques comme Lazaro Cardenas au Mexique, Juan Peron en Argentine ou Getulio Vargas au Brésil. Ces régimes, sur la base du protectionnisme, impulsent l'industrialisation substitutive des importations. L'Etat devient le principal acteur économique en même temps qu'il s'érige en Etat-Providence, à l'écoute des principales revendications sociales du plus grand nombre. Le péronisme offre l'exemple le plus significatif de cette symbiose entre l'Etat et le peuple, un peuple qui, pour prix des avantages sociaux acquis, abdique toute autonomie politique. Ce sont les « 30 Glorieuses » marquées par l'alliance entre les bourgeoisies nationales et les masses populaires.

De profondes contradictions compromettent la viabilité du système. Dans une société très largement rurale, la réforme agraire n'est nulle part conduite à son terme. Le cas le plus emblématique est celui du Mexique où les paysans s'étaient levés en 1910 contre la grande propriété et en faveur d'une distribution des terres. L'article 27 de la constitution de 1917 semble leur donner satisfaction. Il stipule le fractionnement des grands domaines avec, pour objectif, le développement de la petite propriété. Cet article sera complété en 1920 par la figure juridique de l'*ejido*, ainsi défini par F. Chevalier : « Il s'agit principalement d'une unité de terres cultivées placées sous le régime de la communauté communale ou collective, mais distribuée en petites exploitations individuelles ou familiales ». Des millions d'hectares sont répartis mais, dans les années 1970, les limites de la réforme agraire sont évidentes. En 1966, quatre millions de paysans -57% de la population agricole active- ne disposent d'aucune parcelle et sont condamnés au statut d'ouvriers agricoles. Des jacqueries éclatent dès la fin des années 60, écrasées dans le sang.

Le populisme mexicain issu de la révolution institutionnalisée peut malgré tout se prévaloir de l'appui des bénéficiaires de la réforme agraire. Le régime a su capitaliser politiquement la satisfaction des *ejidatarios* et des petits propriétaires. C'est ce que souligne F. Chevalier : « **Les paysans sont toujours aussi pauvres mais ils restent attachés à cette Révolution qui leur a donné ce qu'ils désirent le plus : un morceau de terre** ». La réforme agraire a été définitivement et officiellement classée sous la présidence de Carlos Salinas par une révision fondamentale de l'article 27 qui transforme les *ejidos* en propriété individuelle.

Le cas du péronisme est plus tranché étant donné qu'aucune réforme agraire n'a été entreprise et que la grande propriété s'est perpétuée. Les attaques de Peron contre l'oligarchie rurale n'ont pas dépassé le stade de la démagogie. Il en va de même avec Getulio Vargas qui n'a pas affronté les oligarchies agraires et s'est désintéressé du sort de la paysannerie exploitée par les grands propriétaires, les *fazendeiros*. Quelques dizaines d'années plus tard, sous la présidence de Luiz Inacio Lula da Silva, le monde de la campagne a beaucoup évolué mais pas dans un sens démocratique. Peu avant le scrutin du 27 octobre 2002 où il fut élu à la magistrature suprême, Lula avait déclaré : « Si je ne fais qu'une chose comme président, ce sera la réforme agraire ». Les mesures adoptées en la matière n'ont guère donné satisfaction aux intéressés, les paysans sans terre, environ quatre millions de familles. Jean-Yves Martin avance la précision suivante : « Sachant qu'une famille rurale compte en moyenne 4 ou 5 personnes, on mesure l'ampleur du problème qui reste donc posé au pays ». Officiellement, 80000 familles ont reçu une terre en deux ans et demi, alors que Lula s'était engagé à en distribuer à 110000 familles par an. Où en est-on aujourd'hui ? Le ministre brésilien de la RA, Guilherme Cassel, assure que le programme initial a été couronné de succès et que 520000 familles en ont bénéficié au cours des six premières années de la présidence. Il ajoute qu'entre 70000 et cent mille familles par an se verront attribuer une parcelle. Le MST –Mouvement des Sans Terre– récuse ces statistiques. Pour lui, c'est un peu moins de cent mille familles qui sont propriétaires de leur sol et 230000 familles attendraient toujours la RA, installées dans des campements précaires. Le gouvernement n'a pris aucune mesure contre le latifundisme qui domine la campagne : 1% de *fazendeiros* détient 45% de la superficie cultivée. Comme l'agrobusiness est très performant au Brésil et que, en 2004 par exemple, l'excédent de la balance commerciale pour le seul secteur de l'agriculture s'est chiffré à 34 milliards de dollars, Lula n'a pas jugé bon de porter atteinte à ses intérêts. Une journaliste du *Monde* considère : « on ne tue pas la poule aux œufs d'or ».

Des changements structuraux décisifs se sont produits dans l'agriculture brésilienne qui n'ont pas échappé au leader charismatique du MST, João Pedro Stedile. Il met en exergue la montée en puissance des multinationales à la faveur du néolibéralisme et la nécessité pour le prolétariat rural d'innover ses formes de lutte : « La RA traditionnelle consistait à détruire les latifundia et à se partager la terre. Ce type de réforme à lui seul ne suffit plus. Le néolibéralisme l'a dynamité. Les bourgeoisies nationales ne dépendent plus des marchés internes. Elles ont négocié avec les multinationales et travaillent maintenant pour le marché extérieur. Elles imposent des monocultures, détruisent l'environnement, monopolisent la vente des semences, disposent de patentes pour les transgéniques. Alors, à quoi bon détruire des latifundia et se partager les terres si nous ne possédons pas de semences à y planter ? Le problème est devenu plus complexe et l'axe de notre lutte doit changer ».

En somme, qu'il s'agisse du Mexique, de l'Argentine du Brésil ou d'autres pays qui pourraient être cités comme le Pérou ou la Colombie, la RA reste à faire en AL mais dans un contexte mondialisé.

Les années 1960 sont marquées par la révolution cubaine qui, pour la première fois dans l'histoire de l'AL met en oeuvre des réformes radicales authentiquement conformes aux intérêts de l'immense majorité du peuple. Le résultat c'est que, dès le milieu de l'année 1959, se crée un front contre-révolutionnaire qui rassemble l'ancienne oligarchie, la moyenne bourgeoisie, et les anciens soldats de Batista. Ce front bénéficie aussitôt de l'appui inconditionnel des Etats-Unis. Les Nord-Américains possédaient à Cuba 50% des terres. Ils furent donc frappés par la réforme agraire approuvée par une loi fondamentale, le 17 mai. Les principaux épisodes de l'affrontement entre le castrisme et Washington sont bien connus comme l'importance de l'embargo, toujours en vigueur, qui a porté un énorme préjudice à l'économie cubaine. Aujourd'hui en AL l'anti-impérialisme irréductible du peuple cubain lui

vaut l'hommage des hommes de gauche de tout le continent. Fidel Castro peut se prévaloir de l'amitié de Lula ou de Rafael Carrera aussi bien que de Hugo Chavez ou d'Evo Morales.

Dans les années 70-80, les pays de l'AL sont contraints de renoncer au modèle de développement des « Trente Glorieuses » fondé sur le dirigisme d'Etat et sur l'Etat-Providence. Ce modèle est déclaré caduc, obsolète, par les tenants de la pensée unique, la pensée néolibérale. Vis-à-vis du Chili de Salvador Allende, les Etats-Unis de Nixon participent activement au sabotage de l'expérience de l'Unité Populaire puis soutiennent sans complexe le putsch sanglant de Pinochet. En Argentine, l'ex-Secrétaire d'Etat américain Kissinger tenu au courant de l'imminence du coup d'Etat des prétoriens n'y trouve rien à redire.

Significativement, le libéralisme s'implante sous des régimes dictatoriaux car les politiques libérales appliquées à la hussarde – suppression des barrières douanières, dérèglementation, privatisations des entreprises publiques, diminution du nombre de fonctionnaires, gel et souvent baisse des salaires- se traduisent par une extension considérable de la pauvreté, de l'indigence et donc du mécontentement populaire. C'est le cas, d'abord du Chili en 1973 et dans les années qui ont suivi puis de l'Argentine en 1976, véritables laboratoires d'application du libéralisme au forceps.

Au début des années 1980, la crise économique atteint partout de tels sommets que les militaires, incapables d'y faire face, cèdent le pouvoir aux civils. On assiste au retour de la démocratie : en Argentine, en Uruguay, au Brésil, au Chili. Dans le même temps, sous les deux mandats de Reagan (1981 à 1989), les Etats-Unis tentent par tous les moyens de saboter la révolution sandiniste – y compris en armant une force contre-révolutionnaire de milliers d'hommes, la « contra- » et apportent un soutien sans réserve au régime réactionnaire salvadorien, qui se maintient au pouvoir dans un bain de sang.

Dans le cône sud, les démocraties nouvellement instaurées continuent d'appliquer des recettes libérales du temps de la dictature lesquelles ne font qu'aggraver la crise économique et ses conséquences sociales désastreuses. La décennie 1980 est désignée symboliquement comme « la décennie perdue ». En effet, entre 1982 et 1989, le Produit Intérieur Brut régional a reculé de 8,7%, la dette extérieure est passée de 317 milliards en 1982 à 607 milliards en 1986. La politique de rigueur a affecté sensiblement les domaines de l'éducation, la santé et le logement. La demande interne se signale par une contraction violente. Henri Fayre relève que : « Certains pays sont ramenés 10, 20, 30 ans en arrière. En 1990, le Pérou se retrouve au niveau qui était le sien vers 1960. ... La récession, par ailleurs, comparée à son ampleur à la crise des années 30 ». Entre 1982 et 1989, le pouvoir d'achat des salaires et traitements diminue de façon drastique. Le travail informel des petits boulots devient dans certains pays, comme le Venezuela ou le Pérou majoritaire.

La décennie 1990 a-t-elle été meilleure ? La réponse est non. L'effondrement de l'Union Soviétique et des pays de l'Est permet aux forces du marché de se déployer dans une liberté pratiquement totale. L'heure du fameux Consensus de Washington, imposé par les organisations financières internationales, le FMI, la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement et le Département du Trésor américain, a sonné. Tous les gouvernements latino-américains, sauf Cuba – aussi bien Menem en Argentine que Fujimori au Pérou, Patricio Aylwin et Eduardo Frei au Chili, Carlos Salinas et Ernesto Zedillo au Mexique, César Gaviria, Ernesto Samper, Andrés Pastrana en Colombie, Fernando Collor, Itamar Franco, Fernando Henrique Cardoso au Brésil, adoptent des politiques monétaristes conformes aux diktats du FMI. C'est partout l'échec sanctionné par des crises dramatiques au Mexique, au Brésil, en Argentine déclenchées par des dettes colossales, plus ou moins légitimes. Le paiement du service de la dette s'avère de plus en plus problématique.

au Mexique, la crise éclate en 1994. Au mois de mars, le pays n'est plus en état de respecter ses engagements financiers : un règlement de 10 milliards de dollars. Les Etats-Unis sont

contraints d'octroyer une aide d'urgence à leur voisin immédiat. Le 13 janvier 1995, le président Clinton, au vu de la gravité de la crise, accroît sa coopération financière, avec une rallonge de 40 milliards. L'aide internationale est subordonnée à des conditions sévères qui compromettent la souveraineté du Mexique. Le FMI exige d'orienter et de contrôler le plan économique du président Zedillo. Les Etats-Unis imposent comme garantie les revenus pétroliers du pays, quelque 7 milliards de dollars par an, déposés à la Réserve Fédérale. Les conséquences économiques et sociales de la crise sont des plus dures. Entre janvier et août 1995, des centaines de milliers de licenciements interviennent –entre 500000 et un million-. Le coût astronomique du crédit entraîne la fermeture de 6000 usines et une chute brutale de la consommation.

➤ Au Brésil, la crise financière se produit au cours de l'été 1998. Le maintien d'une monnaie forte, à parité avec le dollar, génère de redoutables effets. Avec un real surévalué et une dette qui a quintuplé depuis 1994, la solvabilité du Brésil devient hypothétique et déclenche la fuite massive des capitaux. La monnaie doit être dévaluée en janvier 1999 et l'économie s'enfonce dans la récession. Le FMI consent un prêt de 41 milliards de dollars mais exige une nouvelle rigueur budgétaire. Le chômage explose. En 1999, on enregistre 20% de chômeurs à São Paulo et, à la fin de 1999, la croissance est proche de zéro.

En Argentine, on observe une situation encore plus sombre. En décembre 2001, le pays, victime de la politique de convertibilité peso-dollar, connaît son 40^e mois de récession. On compte 2500000 chômeurs, soit 18,3% de la population économiquement active auxquels s'ajoutent 16,4% de temps partiels. Face à la fuite des capitaux, le ministre de l'économie Domingo Cavallo –directeur de la Banque centrale au temps de la dictature militaire et super-ministre de l'économie sous la première présidence de Menem- tente d'imposer le *corralito* – le gel des avoirs bancaires des petits épargnants. Nul ne peut retirer plus de 1000 pesos ou de dollars mensuellement. Cette décision entraîne la paralysie de l'économie et la fureur des classes moyennes privées de la libre disposition de leur argent mais aussi des plus pauvres dont l'économie souterraine devient impossible. La misère et la faim déclenchent dans tout le pays et en particulier dans le Grand Buenos Aires la mise à sac des supermarchés. Bravant l'Etat d'urgence décrété par le président De la Rúa, des dizaines de milliers de manifestants exigent sa démission. De violents affrontements avec la police se soldent par 33 morts, plus de mille blessés et des milliers d'arrestations. Le 20 décembre au soir, impuissant devant la colère populaire, De la Rúa démissionne. Le pays est au bord du chaos. Lorsque le péroniste Eduardo Duhalde est désigné président par le congrès, le 1^{er} janvier 2002, l'Argentine a compté cinq présidents. L'un d'eux, Adolfo Rodríguez Saa, a décidé le « default » c'est-à-dire la cessation de paiement de l'immense dette nationale -132 milliards de dollars- déchaînant la haine des milieux financiers internationaux.

Une étape nouvelle s'ouvre avec la décennie 2010. En effet, cette décennie s'est signalée par l'élection de plusieurs présidents de gauche : Lula au Brésil -2002-2006 et 2006-2010-, Hugo Chavez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie, Michelle Bachelet au Chili, Nestor Kirchner en Argentine puis sa femme Cristina Fernandez, Tabaré Vasquez puis Mujica en Uruguay, Fernando Lugo au Paraguay, Daniel Ortega au Nicaragua, Rafael Correa en Equateur, Mauricio Funes au Salvador.

Il est bien connu que tous ces gouvernements de gauche ne manifestent pas les mêmes options politiques. En Amérique du Sud la ligne de partage s'établit entre, d'une part, le Brésil, le Chili et l'Argentine considérés comme modérés et, d'autre part, le Venezuela, la Bolivie et l'Equateur, antilibéraux, anti-impérialistes et orientés vers le socialisme. L'AL est la seule région du monde où plusieurs pays ont renoué avec l'idéal du socialisme. Hugo Chavez est le chef de file indiscutable de la contestation révolutionnaire en AL. Le Venezuela et la Bolivie ont constitué avec Cuba une alliance, l'ALBA –Alternative Bolivarienne des Amériques- à

laquelle divers pays se sont joints : le Nicaragua et le Honduras, avant le putsch ; l'Equateur et le Paraguay y figurent à titre d'observateurs.

En novembre 2005, au 4^e Sommet des Amériques, à Mar del Plata en Argentine, Hugo Chavez, allié à Lula et à Kirchner ont bloqué toute avancée sur le projet de ZLEA –Zone de Libre Echange des Amériques- mis en avant par Washington depuis des années. Cette convergence importante illustre de façon éclatante la volonté d'union propre aux représentants des deux gauches latino-américaines. Cet unionisme bolivarien impulsé par Hugo Chavez s'est concrétisé ces dernières années par de nombreux accords entre les pays du sud du continent : la formation de l'UNASUR –Union des Nations Sud-Américaines-, un projet de confédération adopté en avril 2007 par huit présidents, deux premiers ministres et un vice-président ; la mise en place d'un Conseil Energétique régional ; un projet de Défense Sud-Américain et l'installation d'une Banque du Sud. En somme, la volonté d'intégration régionale ne fait aucun doute. Elle s'exprime de façon constante, au plus haut niveau.

En conclusion, les chemins de l'émancipation en AL au cours des deux siècles écoulés ont été et continuent à être particulièrement escarpés. Ils l'ont été car, aussi bien au Brésil que dans l'Amérique hispanique, les oligarchies rurales ont conservé leurs privilèges économiques de l'époque coloniale et assuré leur mainmise sur l'Etat en s'appuyant sur l'Armée, avec le concours de l'impérialisme britannique au XIX^e siècle et de l'impérialisme étatsunien au siècle suivant. Les progrès accomplis –conquêtes politiques comme l'affirmation de l'indépendance nationale de certains pays -Cuba, le Venezuela, la Bolivie ou l'Equateur- comme l'universalité du droit de vote ou conquêtes sociales comme l'abolition de l'esclavage des noirs ou de la servitude de fait des indiens, comme la reconnaissance du droit de grève- l'ont été au prix de durs combats, d'immenses sacrifices. Rappelons que c'est seulement en 1988 qu'a été levée l'exclusion du droit de vote qui frappait au Brésil les analphabètes –plus de 25% de la population-. La lutte des indiens, particulièrement au Chiapas et en Bolivie ou Evo Morales a été le premier amérindien a accédé à la magistrature suprême en 150 ans de vie républicaine symbolise un progrès historique. On ne peut que rendre hommage au martyrologe des peuples latino-américains, aux héros de la liberté comme Tupac Amaru, Bolivar, San Martin, Benito Juarez, José Marti, Emiliano Zapata, Sandino, Fidel Castro, Ernesto Che Guevara et bien d'autres.

Il reste que l'AL est aujourd'hui confrontée à de gigantesques défis : l'extension démesurée de la pauvreté qui affecte 260 millions de personnes, les chiffres dramatiques du chômage, de l'économie informelle, le développement exponentiel de la délinquance, des cartels de la drogue, de la violation des droits de l'homme, en particulier des violations inouïes dont les femmes sont victimes au Mexique ou au Guatemala. Autre défi majeur : les inégalités. L'AL est la région du monde la plus inégalitaire au monde.

Enfin, le revirement actuel préoccupant des Etats-Unis vis-à-vis de leurs voisins du sud ne saurait être ignoré. Au lendemain de la chute de l'URSS, Washington s'était fait le champion de la démocratie en AL. Or, ils semblent vouloir renouer avec leur hégémonie traditionnelle. Après avoir soutenu un coup d'Etat contre Hugo Chavez, ils en ont soutenu un autre récemment au Honduras contre un président démocratiquement élu. L'implantation de sept bases militaires US en Colombie inquiète légitimement la révolution bolivarienne.

Charles Lancha